



Les UD 76 CGT (FSU, Solidaires, FO, UNEF appellent les salariés, les jeunes, les privés d'emploi, les retraités à se mobiliser le 8 octobre par la grève et les manifestations :

**P
O
U
R**

- ⇒ **La hausse des salaires.**
- ⇒ **Bloquer les suppressions d'emplois.**
- ⇒ **Défendre le Code du travail.**
- ⇒ **Défendre les services publics et les entreprises Publiques.**

**PUBLIC-PRIVÉ, TOUS ENSEMBLE
JEUDI 8 OCTOBRE**

La journée nationale de grève appelée le 9 avril par la CGT, FO, SUD et FSU a rassemblé 400 000 salariés et retraités (dont 250 000 à Paris) sur les revendications les plus urgentes :

- Augmentation des salaires et des pensions,
- augmentation du point indiciaire dans la Fonction publique.
- Arrêt des licenciements.
- Retrait des lois Macron et Rebsamen, la défense des Prud'hommes.
- Retrait de la réforme territoriale et de la loi Santé.
- Retrait de la loi de transition énergétique.
- Retrait des lois Peillon et Valaud Belcacec et maintien de l'école laïque républicaine.

Mais, le gouvernement Hollande, en étroit accord avec la finance, le MEDEF et l'Union européenne, prétend durcir encore la remise en cause des acquis sociaux et de toute garantie collective.

Alors que les profits explosent...

- ➔ Tous les services publics et les entreprises publiques sont attaqués, menacés de démantèlement et de privatisation.
- ➔ Les plans sociaux détruisant l'emploi industriel se poursuivent : 280 emplois sont menacés à la Sidel à Octeville, et il est question d'un plan social aux Coop de Normandie.

.../...

Le Code du travail et toutes les garanties collectives attaquées

Messieurs Gattaz, Valls et le Président Hollande annoncent d'une même voix, qu'ils veulent en finir avec le **Code du travail** et le principe de faveur dans les accords collectifs. **Ils approuvent les 44 propositions du rapport « Combrexelle »** qui veulent dynamiter toute la réglementation protectrice du salarié :

Chaque employeur pourrait faire « sa » loi dans son entreprise, en dérogeant au Code du travail. Tous les accords collectifs arrachés de haute lutte (Convention collective nationale, accord de branche, de groupe...) aurait une durée limitée et deviendraient « précaires » (proposition

9 Combrexelle). Ce qui permettrait au patronat de tout remettre à plat constamment.

Dans la fonction publique, les suppressions de postes ne cessent de dégrader les conditions de travail des agents et les services rendus aux usagers. Et pour accélérer fermetures et transfert, le numéro 3 du gouvernement (Monsieur Macron) réclame ouvertement la fin du statut du fonctionnaire et de la garantie d'emploi.

Offensive contre le Code du travail, les conventions collectives, le statut de la fonction publique : **C'est une attaque globale.**

Ces derniers mois, les salariés ont montré leur disponibilité pour résister avec leurs syndicats contre ces régressions (9 avril, 25 juin, grève importante en juin et en septembre des territoriaux de Rouen et du Havre, grève victorieuse des postiers du centre de tri de Val de Reuil...).

C'est la voie à suivre :

La grève tous ensemble dans l'unité des salariés !

Le 8 octobre :

**Grèves et blocages de
l'économie dès 7h ! Et à 12h,
rassemblement de soutien Sidel
sur leur site.**

Samedi 10 octobre :

**Manifestation contre la casse
de l'emploi RDV Franklin 14h.**